



## Convention sur la diversité biologique

Distr.  
GÉNÉRALE

UNEP/CBD/ICNP/2/3  
21 mai 2012

FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

### COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL SPÉCIAL À COMPOSITION NON LIMITÉE POUR LE PROTOCOLE DE NAGOYA SUR L'ACCÈS AUX RESSOURCES GÉNÉTIQUES ET LE PARTAGE JUSTE ET ÉQUITABLE DES AVANTAGES DÉCOULANT DE LEUR UTILISATION

Deuxième réunion

New Delhi, 2-6 juillet 2012

Point 3.2 de l'ordre du jour provisoire\*

### ÉLABORATION DE L'ORIENTATION CONCERNANT LE MÉCANISME FINANCIER

*Note du Secrétaire exécutif*

#### I. INTRODUCTION

1. Conformément au plan de travail figurant à l'annexe II de la décision X/1 de la Conférence des Parties, le Comité intergouvernemental spécial à composition non limitée pour le Protocole de Nagoya (le Comité intergouvernemental) doit envisager, à sa deuxième réunion, l'élaboration d'orientations applicables au mécanisme de financement (article 25).
2. Conformément à ladite décision, le Secrétaire exécutif a invité les Parties, les autres gouvernements, les organisations internationales, les communautés autochtones et locales ainsi que les parties prenantes concernées, par le biais de la notification du 1<sup>er</sup> août 2011 publiée sous la cote SCBD/ABS/VN/SG/77099 (2011-142), à adresser au Secrétaire exécutif leurs vues ainsi que toutes informations utiles concernant l'élaboration d'orientations relatives au mécanisme de financement, afin de préparer la deuxième réunion du Comité intergouvernemental.
3. Des communications sur le sujet ont été envoyées au Secrétaire exécutif par le Canada, la Chine, l'Union européenne, le Mexique et l'organisation Waikiki Hawaiian Civic Club. Il est possible de consulter ces communications à l'adresse suivante : [www.cbd.int/icnp2/submissions/](http://www.cbd.int/icnp2/submissions/).
4. Sur la base de la décision X/1 et des communications reçues, le Secrétaire exécutif a élaboré la présente note afin d'aider le Comité intergouvernemental dans son examen des orientations relatives au mécanisme de financement. La section II du présent document donne un bref aperçu des relations entre le Protocole et le mécanisme de financement de la Convention, et de l'application des dispositions opérationnelles établies entre la Convention et le Conseil du Fonds pour l'environnement mondial (FEM)

\* UNEP/CBD/ICNP/2/1/Rev.1

concernant le Protocole. La section III concerne l'élaboration d'orientations applicables au mécanisme de financement et donne un aperçu des orientations appliquées dans le passé au mécanisme de financement et des mesures qui s'en sont ensuivies. La section traite ensuite les questions qui doivent être examinées par les Parties à leur première réunion (CdP-RdP-1) et par la onzième réunion de la Conférence des Parties, ainsi que les orientations susceptibles d'être appliquées au mécanisme de financement. La section IV présente des propositions de recommandations en vue de leur examen par les gouvernements à la deuxième réunion du Comité intergouvernemental.

## **II. RELATIONS ENTRE LE PROTOCOLE ET LE MECANISME DE FINANCEMENT DE LA CONVENTION ET APPLICATION DES DISPOSITIONS OPERATIONNELLES ETABLIES ENTRE LA CONVENTION ET LE CONSEIL DU FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL CONCERNANT LE PROTOCOLE**

5. D'après l'article 21, paragraphe 1, de la Convention établissant le mécanisme de financement, le mécanisme « fonctionne sous l'autorité et la direction de la Conférence des Parties, envers laquelle il est comptable ». La Conférence des Parties détermine la politique générale, la stratégie, les priorités du programmes et les critères pour définir les conditions requises pour avoir accès aux ressources financières offertes par le mécanisme et les utiliser. L'article 21, paragraphe 3, prévoit des dispositions fondamentales permettant à la Conférence des Parties d'examiner régulièrement l'efficacité du mécanisme de financement.

6. Le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) est la structure institutionnelle chargée d'assurer le fonctionnement du mécanisme de financement, conformément à la Convention. L'article 21, paragraphe 2, prévoit les dispositions nécessaires pour donner effet aux opérations du mécanisme de financement. Un mémorandum d'accord entre la Conférence des Parties et le Conseil du FEM a été adopté dans la décision III/8. Il prévoit les dispositions relatives a) aux instructions de la Conférence des Parties ; b) à la communication des rapports ; c) au suivi et à l'évaluation ; d) à la détermination conjointe du montant de la reconstitution ; e) à la représentation réciproque et f) à la coopération intersecrétariats.

7. L'article 25, paragraphe 2, du Protocole de Nagoya énonce que le mécanisme de financement de la Convention est le mécanisme de financement du Protocole. A la lumière de la pratique établie en vertu du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la Convention sur la diversité biologique<sup>1</sup>, les dispositions opérationnelles formulées dans le mémorandum d'accord s'appliquent, mutatis mutandis, aux dispositions du Protocole.

8. Cette section donne une vue d'ensemble des relations entre le Protocole et le mécanisme de financement, en lien avec les dispositions opérationnelles énoncées dans le mémorandum d'accord. Sur la base des expériences relatives au Protocole de Cartagena, la présente section formule également des propositions afin d'adapter les dispositions opérationnelles qui sont en vigueur entre la Conférence des Parties et le Conseil du FEM au contexte du Protocole de Nagoya.

### ***A. Instructions de la Conférence des Parties***

9. L'article 25, paragraphe 3, du Protocole énonce que la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole (CdP-RdP) doit tenir compte, lorsqu'elle fournit des orientations concernant le mécanisme de financement, « du besoin de ressources financières des pays en développement Parties, en particulier des pays les moins avancés et des petits États insulaires en

---

<sup>1</sup> Voir décision I/15 de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques.

développement parmi eux, et des Parties à économie en transition, ainsi que des besoins de capacités et des priorités des communautés autochtones et locales, y compris les FEM es de ces communautés ». Le paragraphe 3 dispose également que les orientations de la CdP-RdP sur le mécanisme de financement doivent être examinées par la Conférence des Parties. Autrement dit, la CdP-RdP ne transmet pas directement ses instructions au Conseil du FEM, mais elle les soumet d'abord à la Conférence des Parties qui procède à leur examen et les intègre aux orientations générales destinées au FEM.

10. La section 2 du mémorandum d'accord définit les responsabilités relatives aux opérations de la Conférence des Parties et du Conseil du FEM. La Conférence des Parties est responsable de la détermination de la politique, de la stratégie et des priorités du programme ainsi que des critères définissant les conditions d'attribution et d'utilisation des ressources financières mises à la disposition des Parties par l'intermédiaire du mécanisme de financement, y compris aux fins d'activités de surveillance et d'évaluation régulières. Le FEM a la responsabilité de financer les activités qui sont pleinement conformes aux instructions que lui donne la Conférence des Parties.

11. La section 2 du mémorandum d'accord dispose que la Conférence des Parties donne des instructions, auxquelles elle apporte éventuellement des modifications, sur les points suivants :

- a) Politiques et stratégies ;
- b) Priorités du programme ;
- c) Critères ouvrant droit à financement ;
- d) Liste indicative des catégories de surcoûts ;
- e) Liste des Parties qui sont des pays développés et des autres Parties assumant volontairement les obligations des pays développés Parties à Convention ;
- f) Toute autre question ayant trait à l'article 21 de la Convention, y compris la fixation périodique du montant des ressources nécessaires, comme cela est précisé au paragraphe 5 du mémorandum.

12. Au fil des ans, la Conférence des Parties a fourni des orientations concernant : i) les politiques et les stratégies ; ii) les priorités du programme et iii) les critères ouvrant droit à financement. Elle a également établi une liste actualisée des pays développés Parties et des autres Parties assumant volontairement les obligations des pays développés Parties à la Convention<sup>2</sup>, conformément au paragraphe 2.1 e) du mémorandum d'accord. Cependant, elle n'a dressé aucune liste indicative des catégories de surcoûts applicables en vertu de la Convention, conformément au paragraphe 2.1 d) du mémorandum. La Conférence des Parties a également donné quelques instructions relatives à la fixation périodique du montant des ressources nécessaires, visées au paragraphe 2.1 f) du mémorandum. Cette question est examinée plus loin dans la sous-section D relative à la détermination conjointe du montant de la reconstitution des ressources du Fonds.

13. A la lumière des faits précités, la CdP-RdP doit élaborer des orientations applicables au mécanisme de financement se rapportant au Protocole de Nagoya et concernant les trois premiers points (politiques et stratégies, priorités du programme et critères ouvrant droit à financement), puis les soumettre à la Conférence des Parties en vue de leur examen et de leur incorporation dans les orientations générales destinées au FEM. Les instructions potentielles de la CdP-RdP sur ces thèmes sont présentées plus loin dans la section III, sous-section C, du présent document.

---

<sup>2</sup> Décision VIII/18.

### ***B. Communication des rapports***

14. La section 3 du mémorandum d'accord énonce que le Conseil du FEM établit un rapport qu'il présente à chaque réunion ordinaire de la Conférence des Parties, et que ce rapport contient des renseignements précis sur la manière dont le Conseil du Fonds, son secrétariat et ses organismes d'exécution ont suivi les instructions de la Conférence des Parties et pris en considération la politique générale, la stratégie et les priorités du programme, ainsi que les critères d'attribution des ressources tels que définis par la Conférence des Parties, et toute autre décision de la Conférence des Parties communiquée au Fonds. Le Conseil fait également rapport sur ses activités de suivi et d'évaluation des projets dans le domaine de la diversité biologique. Conformément à la pratique antérieure, le Fonds est prié d'inclure dans le rapport qu'il soumet à la Conférence des Parties un chapitre spécifiquement dédié à la mise en œuvre des instructions concernant l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages découlant de leur utilisation.

15. Le Comité intergouvernemental souhaitera peut-être recommander à la CdP-RdP que la Conférence des Parties invite le Conseil du FEM à soumettre directement à la CdP-RdP le chapitre sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages découlant de leur utilisation, qui est inclus dans le rapport qu'il doit soumettre à la Conférence des Parties. Cela permettrait de gagner en temps et en efficacité, et de mieux nourrir les débats de la CdP-RdP sur des questions relatives au mécanisme de financement, en vue de formuler des recommandations éclairées à la Conférence des Parties sur les instructions applicables au mécanisme de financement en ce qui concerne l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages découlant de leur utilisation.

### ***C. Suivi et évaluation***

16. L'article 21, paragraphe 3, de la Convention dispose que la Conférence des Parties examine régulièrement l'efficacité du mécanisme de financement et que, sur la base de cet examen, elle prend des mesures appropriées pour rendre le mécanisme plus efficace si nécessaire. Le paragraphe 4.3 du mémorandum d'accord énonce également que « la Conférence des Parties revoit périodiquement l'efficacité du mécanisme de financement aux fins de l'application de la Convention, et communique au Conseil les décisions pertinentes qu'elle prend suite à cet examen dans le but d'accroître l'efficacité du mécanisme de financement pour ce qui est d'aider les Parties pays en développement à appliquer les dispositions de la Convention ».

17. Les instructions concernant l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages découlant de leur utilisation, ainsi que la réactivité du mécanisme de financement y afférente, doivent être étudiées dans le cadre de l'examen de l'efficacité du mécanisme de financement par la Conférence des Parties à la Convention afin de garantir la réciprocité des responsabilités. À l'avenir, cet examen devra inclure un volet indépendant sur les instructions concernant l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages découlant de leur utilisation.

18. Dans ce contexte, l'examen de l'efficacité du mécanisme de financement par la Conférence des Parties peut pleinement profiter de la contribution de la CdP-RdP, compte tenu de son expertise sur les questions d'accès aux ressources génétiques et de partage des avantages. Par conséquent, le Comité intergouvernemental souhaitera peut-être recommander à la CdP-RdP qu'elle réalise, le moment venu, une étude de l'efficacité du mécanisme de financement quant à la mise en œuvre du Protocole de Nagoya, en vue de son examen par la Conférence des Parties.

### ***D. Détermination conjointe du montant de la reconstitution***

19. La section 5 du mémorandum d'accord énonce que, avant la reconstitution des ressources du Fonds, la Conférence des Parties, évalue le montant des fonds qui seront nécessaires pour aider les pays en développement, conformément aux instructions données par la Conférence des Parties, à s'acquitter

des obligations qui leur incomberont en vertu de la Convention au cours du prochain cycle de reconstitution des ressources du Fonds.

20. En vue de contribuer à cette évaluation d'ensemble, le Comité intergouvernemental souhaitera peut-être recommander à la CdP-RdP qu'elle réalise, le moment venu, une évaluation des besoins en financement relatifs à la mise en œuvre du Protocole de Nagoya en vue de son examen par la Conférence des Parties.

### ***E. Représentation réciproque***

21. La section 6 du mémorandum d'accord dispose que, de manière réciproque, les représentants du FEM sont invités à participer aux réunions de la Conférence des Parties et que les représentants de la Convention sont invités à participer aux réunions du FEM.

22. L'expérience a montré que les représentants du FEM donnent de nombreuses informations lorsqu'ils mettent à jour leurs données sur le financement accordé par le mécanisme de financement, concernant l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages. Afin de profiter régulièrement et officiellement des informations et de l'expertise dont disposent les représentants du FEM, le Comité intergouvernemental souhaitera peut-être recommander à la CdP-RdP qu'elle invite lesdits représentants à participer à ses réunions ordinaires, et à y faire des déclarations officielles. De manière réciproque, la Conférence des Parties peut proposer au Fonds d'inviter des représentants du secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, chargés du Protocole, afin de participer aux réunions du FEM lorsque les questions d'accès aux ressources génétiques et de partage des avantages font l'objet d'un examen.

### ***F. Coopération intersecrétariats***

23. Conformément à la section 7 du mémorandum d'accord, le secrétariat de la Convention et le secrétariat du FEM communiquent et coopèrent entre eux et se consultent régulièrement, de manière à donner au mécanisme de financement les moyens d'aider les Parties pays en développement à appliquer les dispositions de la Convention. En particulier, les deux secrétariats se consulteront sur les projets qu'il est envisagé d'introduire dans une proposition de programme de travail du FEM, afin de veiller à que ces propositions soient bien conformes aux instructions de la Conférence des Parties. La documentation officielle du FEM est mise à la disposition du secrétariat de la Convention sur la diversité biologique.

24. Comme le secrétariat de la Convention tient lieu de secrétariat du Protocole, il doit continuer de communiquer et de coopérer avec le secrétariat du FEM sur les questions concernant l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages découlant de leur utilisation.

## **III. ELABORATION D'INSTRUCTIONS CONCERNANT LE MECANISME DE FINANCEMENT**

25. Comme indiqué ci-dessus, le Comité intergouvernemental doit envisager l'établissement d'instructions applicables au mécanisme de financement, conformément à son plan de travail figurant à l'annexe II de la décision X/1 de la Conférence des Parties.

26. Afin d'assister le Comité intergouvernemental dans l'examen de cette question, la section suivante présente : i) une vue d'ensemble des instructions antérieures concernant l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages qui ont été appliquées au mécanisme de financement (sous-section A) ; ii) un résumé des activités du FEM relatives à l'accès aux ressources génétiques et au partage des avantages (sous-section B) et iii) les questions à examiner dans le cadre de l'élaboration d'instructions futures destinées au FEM et relatives au Protocole de Nagoya (sous-section C).

*A. Vue d'ensemble des instructions antérieures appliquées au mécanisme de financement concernant l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages*

27. L'article 25, paragraphe 5, du Protocole de Nagoya dispose que les orientations applicables au mécanisme de financement dans les décisions pertinentes de la Conférence des Parties, y compris celles qui ont été approuvées avant l'adoption du Protocole, s'appliquent mutatis mutandis aux dispositions du Protocole.

28. La Conférence des Parties a fourni des instructions sur le mécanisme de financement de la Convention en ce qui concerne les questions connexes d'accès aux ressources génétiques et de partage des avantages dans les décisions suivantes : III/5, IV/8, IV/13, V/13, VI/17, VII/20, IX/31, X/24 and X/25.

29. Dans la décision IX/31, la Conférence des Parties a adopté et adressé au FEM un cadre quadriennal pour les priorités de programme en vue de son examen lors de la cinquième reconstitution des ressources du Fonds d'affectation spéciale du FEM, lesquelles se rapportent à l'utilisation des ressources du Fonds affectées à la diversité biologique pour la période 2010-2014. Le domaine prioritaire 5, intitulé « Promouvoir la mise en œuvre du troisième objectif de la Convention et appuyer la mise en œuvre du régime international sur l'accès et le partage des avantages », énonce les points suivants :

« Résultat 5.1 Les mesures visant à faciliter l'accès aux ressources génétiques en accord avec la législation nationale et en harmonie avec les dispositions pertinentes de la Convention sur la diversité biologique sont favorisées.

Résultat 5.2 Les mesures visant à encourager le partage juste et équitable des avantages, selon des modalités convenues d'un commun accord, découlant de l'utilisation commerciale et autre des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées en harmonie avec les dispositions pertinentes de la Convention sur la diversité biologique et en accord avec la législation nationale sont favorisées.

Résultat 5.3 L'élaboration et la mise en œuvre de systèmes nationaux d'accès et de partage des avantages, en accord avec les décisions pertinentes de la Conférence des Parties, sont favorisées. »

30. Dans sa décision X/24, la Conférence des Parties a adopté une liste consolidée des orientations pour le mécanisme de financement, qui supprime toutes les décisions et points de décisions précédents concernant les instructions applicables au mécanisme de financement. La liste consolidée figurant à l'annexe de la décision X/24 traite la question de « l'accès aux ressources génétiques » dans la section B relative aux priorités de programme, et énonce que le FEM fournit les ressources financières afin de soutenir les activités suivantes :

« a) Activités d'inventaire comme par exemple les évaluations de mesures législatives, administratives et de politique générale sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages, une évaluation des points forts et faibles de la capacité humaine et institutionnelle du pays, et la promotion de la recherche d'un consensus entre les différentes parties prenantes ;

b) Renforcement des capacités :

i) pour promouvoir l'élaboration et l'application avec succès de mesures législatives, administratives et de politique générale ainsi que d'orientations sur l'accès aux ressources génétiques, y compris les aptitudes et les capacités en matière scientifique, technique, commerciale, juridique et de gestion ;

- ii) concernant les mesures relatives à l'accès aux ressources génétiques et au partage des avantages, y compris le renforcement des capacités liées à la valorisation économique des ressources génétiques ;
- iii) concernant le transfert de technologies qui permet aux fournisseurs d'apprécier pleinement les modalités de partage des avantages au stade de la délivrance des permis d'accès et d'y participer activement ;
- c) Projets qui facilitent la mise en œuvre du Plan d'action sur le renforcement des capacités pour l'accès et le partage des avantages à l'appui de l'application des Lignes directrices de Bonn sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages résultant de leur utilisation ;
- d) Formulation aux niveaux national, sous-régional et régional de mécanismes d'accès et de partage des avantages, y compris de mesures de surveillance, d'évaluation et d'incitation ;
- e) Dans le cadre des projets de diversité biologique, d'autres initiatives de partage des avantages telles que le soutien à des initiatives d'entreprise par des communautés autochtones et locales, la facilitation de la viabilité financière des projets qui encouragent l'utilisation des ressources génétiques, et les éléments appropriés de la recherche ciblée. »

31. Il convient de noter que les éléments de cette liste consolidée devront être mis en œuvre compte tenu de l'adoption du Protocole de Nagoya, en prenant en considération la nécessité de déployer des efforts intenses en vue de soutenir son entrée en vigueur et son application dans les meilleurs délais.

32. En outre, dans la décision X/25, le FEM a été invité à fournir un appui financier aux Parties afin de faciliter la ratification et l'application du Protocole de Nagoya dans les meilleurs délais.

## ***B. Activités du FEM relatives à l'accès aux ressources génétiques et au partage des avantages***

### ***1. Mesures prises par le FEM suite aux instructions antérieures concernant l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages***

33. La suite initialement donnée par le FEM aux instructions fournies par la Conférence des Parties sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages consistait à incorporer les mesures concernant l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages dans le mécanisme de financement des activités habilitantes. Les questions de l'accès aux ressources génétiques et du partage des avantages ont été traitées par le Fonds par le biais de sa stratégie opérationnelle et des activités y afférentes dans le cadre du domaine d'action sur la diversité biologique.

34. Les programmes d'opérations du FEM, qui ont précédé l'élaboration des stratégies du Fonds pour la diversité biologique, comportaient tous des aspects relatifs à la conservation et à l'utilisation durable des ressources, dans lesquels seulement quelques éléments concernant l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages étaient indiqués, puisque la Conférence des Parties n'avait pas encore fourni d'instructions au Fonds sur le sujet lorsque les programmes ont été élaborés en 1997.<sup>3</sup> Dans leurs dossiers de présentation de projets destinés à solliciter un appui du Fonds, les Parties ont, au début, essentiellement axé leurs travaux sur la conservation de la diversité biologique au détriment de l'utilisation durable des ressources.

35. Suite aux demandes de la Conférence des Parties relatives à l'attribution de ressources financières pour aider les Parties à mettre en œuvre les Lignes directrices de Bonn sur l'accès aux

<sup>3</sup> Programmes d'opérations du Fonds, Fonds pour l'environnement mondial, 1997.

ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation (Lignes directrices de Bonn), ainsi que le Plan d'action y relatif sur le renforcement des capacités pour l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages<sup>4</sup>, le Fonds a approuvé l'ensemble des projets soumis par les Parties afin de les aider à identifier leurs besoins en matière de capacités quant à l'accès aux ressources génétiques et au partage des avantages.<sup>5</sup>

36. Cet appui a permis aux Parties qui remplissent les conditions voulues de poser les fondements nécessaires à la conception et à l'application des mesures de riposte concernant l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages. Il a également permis à un petit nombre de pays ayant bénéficié d'un soutien d'évaluer leurs cadres législatifs et leurs modalités d'exécution relatives à l'accès aux ressources génétiques et au partage des avantages.

37. A la faveur de l'appui régulier que le FEM offre aux projets depuis sa création, les rapports du Fonds indiquent que, pendant la troisième reconstitution des ressources du FEM (FEM-3), plus de 50 projets comprenant un volet sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages ont été financés pour un montant total de 229 millions de dollars américains accordés sous forme de subventions. Environ 580 millions de dollars américains de cofinancement ont également été mobilisés auprès de différents partenaires pour un investissement total de 809 millions de dollars américains.<sup>6</sup> Des exemples de projets concernant l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages financés avant la quatrième reconstitution des ressources du FEM (FEM-4) peuvent être consultés dans le rapport du Fonds soumis à la Conférence des Parties à sa huitième réunion (UNEP/CBD/COP/8/10).

38. Pendant FEM-4 (2007-2010), la stratégie du domaine d'action sur la diversité biologique, approuvé par le Conseil du FEM en septembre 2007, comprenait un objectif spécifique sur le renforcement des capacités en matière d'accès aux ressources génétiques et de partage des avantages, qui visait à soutenir la création de mesures faisant la promotion d'accords concrets sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages, qui reconnaissent les principes de base du consentement préalable donné en connaissance de cause et des conditions convenues d'un commun accord en ce qui concerne l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages, notamment le partage juste et équitable, conformément aux Lignes directrices de Bonn et au Plan d'action y relatif concernant le renforcement des capacités pour l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages, adopté en vertu de la Convention.

39. Par conséquent, dans le cadre de FEM-4, le Fonds a approuvé cinq projets présentés par des Parties concernant l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages, d'un montant total de 8,4 millions de dollars américains, qui ont mobilisé 10,4 millions de dollars américains de cofinancement au cours de la dernière période considérée, soit de janvier 2008 au 30 juin 2010. Trois de ces projets étaient des projets régionaux (Afrique, Amérique latine et Caraïbes, Asie) et concernaient un nombre total de 40 pays. Deux projets nationaux, l'un en Inde, l'autre en Ethiopie, avaient été approuvés. Leur objectif était de mettre sur pied des politiques et une réglementation concernant l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages, en renforçant la capacité des parties prenantes et des institutions en la matière et en sensibilisant les populations sur les enjeux y afférents. En outre, le Fonds a également favorisé l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages par des activités habilitantes au Maroc, au Pakistan et au Mozambique, pour un investissement total de 700 000 dollars. Le montant total des investissements réalisés pendant FEM-4 s'élève donc à 9,1 millions de dollars puisés dans les ressources du Fonds.<sup>7</sup>

---

<sup>4</sup> Décisions VI/17 et VII/20.

<sup>5</sup> Rapport du Fonds pour l'environnement mondial soumis à la Conférence des Parties à sa septième réunion (UNEP/CBD/COP/7/9).

<sup>6</sup> Rapport du Fonds pour l'environnement mondial soumis à la Conférence des Parties à sa dixième réunion (UNEP/CBD/COP/10/6).

<sup>7</sup> Rapport du Fonds pour l'environnement mondial soumis à la Conférence des Parties à sa dixième réunion (UNEP/CBD/COP/10/6).

40. La stratégie pour la diversité biologique relative à FEM-5 pour la période 2011-2014 s'est appuyée sur les expériences de FEM-4. Son quatrième objectif est de renforcer les capacités en matière d'accès aux ressources génétiques et de partage des avantages.<sup>8</sup> Conformément au document sur la cinquième reconstitution des ressources du Fonds (FEM-5)<sup>9</sup>, 40 millions de dollars ont été, en principe, alloués à cet objectif en se fondant sur les demandes antérieures des Parties. Cependant, si la demande d'appui devait dépasser 40 millions de dollars, le Fonds y apporterait la suite qui convient. L'appui du FEM donnera suite aux instructions actuelles de la Conférence des Parties et à celles émanant d'un régime international approuvé à la dixième réunion de la Conférence des Parties, qui inclut désormais le Protocole de Nagoya. Les pays peuvent recevoir un appui pour le renforcement de leurs capacités en matière d'accès aux ressources génétiques et de renforcement des capacités grâce à leurs allocations nationales spécifiques versées pendant toute la durée de FEM-5 en vertu du Système transparent d'allocation de ressources (STAR), devenu effectif en mars 2011.

41. Dans sa décision X/1, proclamant l'adoption du Protocole de Nagoya, la Conférence des Parties a prié le Fonds d'encourager la ratification et l'application du Protocole dans les meilleurs délais.<sup>10</sup> Suite à cette demande, le président du FEM a approuvé un projet de moyenne envergure d'un montant de 1 million de dollars, mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et exécuté par le secrétariat de la Convention aux fins de l'entrée en vigueur du Protocole de Nagoya dans les meilleurs délais. Ce projet est déployé depuis avril 2011 et il arrivera à son terme en avril 2013. Grâce à ce projet, le secrétariat mène une série de campagnes de sensibilisation et d'activités de renforcement des capacités afin d'encourager la ratification et l'entrée en vigueur du Protocole de Nagoya dans les meilleurs délais.

## 2. *Fonds de mise en œuvre du Protocole de Nagoya*

42. A la trente-neuvième réunion du Conseil du FEM, le membre du Conseil représentant le Japon a affirmé la nécessité de prendre des mesures concrètes concernant les buts et objectifs définis lors de la dixième réunion de la Conférence des Parties et il a proposé la création d'un fonds d'affectation spéciale consacré aux questions d'accès aux ressources génétiques et de partage des avantages. Le 17 mars 2011, le Président du FEM a officiellement annoncé la création du Fonds de mise en œuvre du Protocole de Nagoya (Fonds de mise en œuvre), doté d'une contribution financière initiale de 12,24 millions de dollars américains, alloués par le Japon.

43. Le Fonds de mise en œuvre du Protocole de Nagoya a été créé en tant que fonds d'affectation spéciale multidonateurs et il peut être alimenté par des contributions volontaires de donateurs multiples ou du secteur privé. Les entreprises privées et autres organismes utilisant des ressources génétiques devraient pouvoir contribuer volontairement au Fonds de mise en œuvre ou à des projets associés.

44. A sa 40<sup>ème</sup> réunion, le Conseil du FEM a approuvé, après examen du document publié sous la cote GEF/C.40/11/Rev.1 et intitulé « Fonds de mise en œuvre du Protocole de Nagoya : questions en suspens », les modalités de fonctionnement proposées concernant le fonds d'affectation spéciale multidonateurs, sous réserve des observations faites pendant la réunion du Conseil du FEM et dans le respect des dispositions de la décision de création dudit fonds qu'il a prise par courrier le 18 février 2011.<sup>11</sup>

45. Conformément au document publié sous la cote GEF/C.40/11/Rev.1, l'objectif fondamental du Fonds de mise en œuvre du Protocole de Nagoya est de faciliter l'entrée en vigueur du Protocole dans les meilleurs délais et d'établir les conditions d'appui nécessaires aux niveaux national et régional en vue de

<sup>8</sup> Voir : [http://www.thegef.org/gef/sites/thegef.org/files/documents/document/GEF-5\\_Bio\\_strategy.pdf](http://www.thegef.org/gef/sites/thegef.org/files/documents/document/GEF-5_Bio_strategy.pdf)

<sup>9</sup> Voir : [http://www.thegef.org/gef/sites/thegef.org/files/documents/GEF\\_R5\\_31\\_CRP1.pdf](http://www.thegef.org/gef/sites/thegef.org/files/documents/GEF_R5_31_CRP1.pdf)

<sup>10</sup> Décision X/1.

<sup>11</sup> Voir : [http://www.thegef.org/gef/sites/thegef.org/files/documents/C.40.11.Rev.\\_1\\_Outstanding\\_Issues\\_Nagoya\\_Protocol.pdf](http://www.thegef.org/gef/sites/thegef.org/files/documents/C.40.11.Rev._1_Outstanding_Issues_Nagoya_Protocol.pdf)

son application. En outre, au début, l'appui de ce fonds consistera principalement à soutenir les pays ayant signé le Protocole de Nagoya, ceux qui ont entamé des démarches en vue de sa signature ou qui ont l'intention de procéder à sa ratification.

46. Les activités devant recevoir l'appui du Fonds de mise en œuvre visent notamment à :

a) Soutenir les Parties dans l'analyse de leurs propres capacités et besoins en matière d'accès aux ressources génétiques et de partage des avantages en tenant particulièrement compte des dispositions des politiques, lois et règlements nationaux en vigueur, dans le but de renforcer, par l'élaboration de mesures gouvernementales et institutionnelles, les conditions nécessaires à l'échelon national pour promouvoir le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques, notamment l'accès approprié à celles-ci ;

b) Encourager les Parties à mettre en place des projets nationaux et régionaux afin de promouvoir le transfert de technologies selon des conditions établies d'un commun accord, la participation des entreprises et les projets mobilisant des investissements dans le domaine de la conservation et de l'utilisation durable des ressources génétiques sur place afin d'accélérer la ratification et l'application du Protocole ;

c) Soutenir les Parties dans leurs initiatives de renforcement des capacités selon les besoins, afin de veiller à ce que l'accès aux savoirs traditionnels associés aux ressources génétiques et détenus par les communautés autochtones et locales soit fait avec le consentement préalable donné en connaissance de cause, ou l'accord et la participation desdites communautés, et que des conditions relatives à cet accès soient établies d'un commun accord ;

d) Encourager les Parties à conduire des activités visant à sensibiliser les populations sur les implications du Protocole de Nagoya ;

e) Encourager les Parties à approfondir leurs connaissances et leurs fondements scientifiques en vue de la mise en œuvre du Protocole de Nagoya.<sup>12</sup>

47. En outre, le document publié sous la cote GEF/C.40/11/Rev.1 énonce que le Fonds de mise en œuvre est dirigé par un Conseil qui utilisera les politiques et les procédures relatives aux opérations du Conseil du FEM, ainsi que sa structure de gouvernance. Ce conseil se réunira en marge des réunions du Conseil du FEM et, à l'avenir, il examinera les projets et les politiques associées au Fonds de mise en œuvre. Conformément aux politiques et procédures du FEM, le Conseil du FEM, agissant en qualité d'organe directeur du Fonds de mise en œuvre du Protocole de Nagoya, peut modifier les politiques et les procédures relatives aux opérations dudit fonds.

48. Le Conseil du Fonds de mise en œuvre doit examiner les opérations, missions et rôles dudit fonds avant la fin de la cinquième reconstitution des ressources du FEM, compte tenu des conclusions des débats du Comité intergouvernemental et d'autres réunions pertinentes de la Convention sur la diversité biologique et du Protocole de Nagoya. Enfin, le Fonds de mise en œuvre sera clôturé à la fin de la cinquième reconstitution des ressources du FEM, à moins que la Conférence des Parties à la Convention n'en décide autrement.<sup>13</sup>

49. Le FEM fera la différence entre le programme d'activités financé par le Fonds d'affectation spéciale du FEM et celui financé par le Fonds de mise en œuvre du Protocole de Nagoya. Un rapport

---

<sup>12</sup> Ibid

<sup>13</sup> Ibid.

concernant ce fonds sera soumis au Conseil à chacune de ses réunions ordinaires, une fois que le fonds sera opérationnel.<sup>14</sup>

50. Le plan de travail défini par le Conseil indique que la première série de projets doit être approuvée avant la deuxième réunion du Comité intergouvernemental. Le 12 janvier 2012, le FEM a annoncé l'adoption d'un premier projet financé par le Fonds de mise en œuvre du Protocole de Nagoya. Ce projet d'une durée de trois ans sera mis en œuvre à Panama et bénéficie d'une enveloppe budgétaire totale de 4,4 millions de dollars américains, dont 1 million mobilisé auprès du Fonds de mise en œuvre. Le projet est une entreprise conjointe qui réunit le gouvernement de Panama, des institutions universitaires, des instituts de recherche et des entreprises privées, afin d'encourager la découverte de produits à base naturelle destinés aux industries pharmaceutique et agrochimique, notamment de composants pour guérir le cancer et d'autres maladies tropicales.<sup>15</sup>

51. A l'occasion de la 41<sup>ème</sup> réunion du Conseil du FEM, organisée du 8 au 10 novembre 2011, le secrétariat du FEM a présenté un rapport sur les activités du Fonds de mise en œuvre, notamment une liste de mesures prises par le secrétariat du FEM afin de rendre le Fonds de mise en œuvre opérationnel.<sup>16</sup> Comme indiqué ci-dessus, le Fonds de mise en œuvre a reçu une contribution initiale généreuse de 12,24 millions de dollars américains du gouvernement du Japon. Les gouvernements de Norvège et de Suisse ont également contribué à hauteur de 1 million de dollars chacun. Le gouvernement du Royaume-Uni a également signé en mars 2012 une convention de subvention concernant un montant de 500 000 dollars. Lors de la réunion du Conseil de mai 2011, le gouvernement français s'est engagé à verser 1 million d'euros. A ce stade, le montant total des contributions versées au Fonds de mise en œuvre s'élève à 14,825 millions de dollars américains.

52. La documentation du Conseil du FEM concernant le Fonds de mise en œuvre du Protocole de Nagoya est disponible dans le document d'information publié sous la cote UNEP/CBD/ICNP/2/INF/8.

### *C. Elaboration d'instructions concernant le mécanisme de financement*

53. Le Comité intergouvernemental a été créé afin de préparer l'entrée en vigueur du Protocole de Nagoya et la première réunion de la CdP-RdP. Conformément à l'article 25 du Protocole et au mémorandum d'accord en vigueur entre la Conférence des Parties et le Conseil du FEM, la CdP-RdP doit adresser des recommandations à la Conférence des Parties sur les instructions applicables au mécanisme de financement quant à l'accès aux ressources génétiques et au partage des avantages. La Conférence des Parties doit incorporer ces informations dans les orientations générales qu'elle communiquera au FEM.

54. Cependant, au cas où le Protocole de Nagoya n'entrerait pas en vigueur avant la onzième réunion de la Conférence des Parties et que la première réunion de la CdP-RdP n'aurait pas lieu en même temps que la onzième réunion de la Conférence, le Comité intergouvernemental souhaitera peut-être également proposer des recommandations à la Conférence des Parties afin de s'assurer que des instructions soient données en temps voulu au FEM en ce qui concerne certaines questions relatives au Protocole de Nagoya, telles que les contributions à la sixième reconstitution des ressources du FEM (FEM-6) et au Fonds de mise en œuvre du Protocole de Nagoya.

55. Dans ce contexte, la présente section porte en premier lieu sur les questions que la CdP-RdP devra examiner à sa première réunion. Ensuite, elle aborde les questions que la Conférence des Parties devra examiner à sa onzième réunion.

---

<sup>14</sup> Ibid

<sup>15</sup> Communiqué de presse du secrétariat du FEM : <http://www.thegef.org/gef/content/gef-announces-approval-first-project-under-nagoya-protocol-implementation-fund>

<sup>16</sup> Voir : [http://www.thegef.org/gef/sites/thegef.org/files/documents/C.41.Inf\\_.08.NPIF\\_document.pdf](http://www.thegef.org/gef/sites/thegef.org/files/documents/C.41.Inf_.08.NPIF_document.pdf)

*1. Questions à examiner lors de la première réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et au partage juste et équitable découlant de leur utilisation*

56. Conformément à l'article 25 et au mémorandum d'accord conclu entre la Conférence des Parties et le FEM, la CdP-RdP doit adresser à la Conférence des Parties des recommandations sur les instructions applicables au mécanisme de financement en ce qui concerne l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages. La Conférence des Parties doit, quant à elle, incorporer ces informations dans les orientations générales qu'elle communiquera au FEM. Les paragraphes suivants examinent les instructions applicables au mécanisme de financement en ce qui concerne la politique et la stratégie, les priorités de programme et les critères ouvrant droit à financement, en vue de leur examen par la CdP-RdP.

*Politique et stratégie*

57. La décision X/24 prévoit les orientations consolidées suivantes concernant le mécanisme de financement en matière de politique et de stratégie : « Des ressources financières devraient être allouées aux projets qui remplissent les critères d'admissibilité et qui sont approuvés et encouragés par les Parties concernées. Les projets devraient dans la mesure du possible contribuer à renforcer aux niveaux sous-régional, régional et international la coopération à l'application de la Convention. Ils devraient promouvoir l'utilisation des compétences locales et régionales. La conservation de la diversité biologique et l'utilisation durable des éléments qui la composent sont l'un des éléments clés de la réalisation du développement durable et elles contribuent en conséquence à la lutte contre la pauvreté ».

58. Compte tenu de l'adoption du Protocole de Nagoya, la CdP-RdP souhaitera peut-être recommander à la Conférence des Parties qu'elle examine et, le cas échéant, révisé les orientations relatives à la politique et à la stratégie afin de prendre en considération les faits nouveaux, comme l'adoption du Protocole de Nagoya.

*Priorités de programme*

59. L'article 25, paragraphe 3, du Protocole dispose que la CdP-RdP tient compte, lorsqu'elle fournit des orientations concernant le mécanisme de financement en vue de leur examen par la Conférence des Parties, des besoins en matière de renforcement des capacités et de développement des pays en développement parties, en particulier des pays les moins avancés et des petits Etats insulaires en développement, et des pays parties en transition, de leurs besoins en financement, ainsi que des besoins et des priorités en matière de renforcement des capacités des communautés autochtones et locales, notamment des femmes de ces communautés. En outre, le paragraphe 5 confirme que les orientations applicables au mécanisme de financement de la Convention contenues dans les décisions pertinentes de la Conférence des Parties, notamment celles qui ont été approuvées avant l'adoption du Protocole, s'appliquent mutatis mutandis aux dispositions dudit article.

60. Le Comité intergouvernemental souhaitera peut-être envisager de recommander à la CdP-RdP, à sa première réunion, les nouvelles instructions suivantes applicables au mécanisme de financement en ce qui concerne l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages, qui prennent en considération des éléments pertinents des orientations consolidées présentées dans la décision X/24, ainsi que les besoins en matière de renforcement des capacités et de développement identifiés par les Parties en vue de la mise en œuvre du Protocole.<sup>17</sup> A cet égard, le Comité souhaitera peut-être recommander à la CdP-RdP

---

<sup>17</sup> Le document publié sous la cote UNEP/CBD/ICNP/2/10 contient une synthèse des vues et des informations communiquées par les Parties sur leurs besoins et priorités à l'échelle nationale en matière de renforcement des capacités et de développement afin de favoriser l'application du Protocole de Nagoya. Plus particulièrement, le tableau 1 figurant à l'annexe de ce document contient une liste complète des mesures identifiées par les Parties afin de renforcer les capacités des pays en développement parties pour donner effet au Protocole.

que ces nouvelles instructions supplantent toutes les orientations précédentes applicables au mécanisme de financement en ce qui concerne l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages.

61. Avec ces nouvelles instructions, le mécanisme de financement doit envisager de financer des projets qui permettront de :

a) Renforcer la capacité des Parties à développer, mettre en place et appliquer des mesures législatives, administratives ou gouvernementales sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages, notamment :

- i) L'identification des acteurs pertinents et des compétences juridiques et institutionnelles existantes en vue de l'application du Protocole de Nagoya ;
- ii) L'inventaire des mesures nationales pertinentes pour l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages, compte tenu des obligations du Protocole de Nagoya ;
- iii) La création ou la modification de mesures législatives, administratives ou gouvernementales sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages, en vue d'appliquer les obligations qui en découlent en vertu du Protocole de Nagoya, en tant qu'utilisateurs et fournisseurs de ressources génétiques ;
- iv) L'établissement de mécanismes pour faire face aux situations transfrontalières ;
- v) La création de mécanismes institutionnels et de systèmes administratifs pour permettre l'accès aux ressources génétiques, garantir le partage des avantages, encourager le respect des principes du consentement préalable donné en connaissance de cause et des conditions établies d'un commun accord, et contrôler l'utilisation des ressources génétiques.

b) Renforcer la capacité des Parties à négocier des conditions arrêtées d'un commun accord afin de promouvoir la justice et l'équité dans les négociations concernant l'établissement et l'application d'accords relatifs à l'accès aux ressources génétiques et au partage des avantages.

c) Renforcer la capacité des Parties à développer des moyens de recherche endogènes afin de valoriser leurs propres ressources génétiques grâce, entre autres, au transfert de technologies, à la bioprospection et aux travaux de recherche connexes, aux études taxonomiques ciblées et au développement et à l'utilisation de méthodes d'évaluation.

d) Prendre en considération les besoins et priorités des communautés autochtones et locales et des parties prenantes concernées, et plus particulièrement les projets qui :

- i) Encouragent la participation de ces acteurs dans les processus juridiques et décisionnels ;
- ii) Les aident à renforcer leurs capacités concernant les ressources génétiques et les savoirs traditionnels y relatifs en prévoyant, par exemple, des protocoles communautaires, des clauses contractuelles types et des exigences minimales pour l'établissement de conditions arrêtées d'un commun accord afin de garantir le partage juste et équitable des avantages.

e) Permettre aux Parties de participer activement au Centre d'échange sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages et d'utiliser les meilleurs outils de communication et

systèmes Internet disponibles pour la réalisation d'activités concernant l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages.

f) Aider les pays à sensibiliser les populations sur l'importance des ressources génétiques et des savoirs traditionnels associés, et sur les questions concernant l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages, notamment grâce à l'élaboration de stratégies nationales de sensibilisation.

g) Soutenir l'application du cadre stratégique pour le renforcement des capacités et le développement afin d'appuyer la mise en œuvre du Protocole.

### *Critères d'admissibilité*

62. Lors de sa première réunion, organisée en 1994, la Conférence des Parties a adopté les critères définissant les conditions d'attribution des ressources financières en vertu du mécanisme de financement<sup>18</sup>, qui fait désormais partie des orientations consolidées adoptées par la Conférence des Parties, à sa dixième réunion.<sup>19</sup>

63. Les critères d'attribution des ressources financières dans le cadre du Protocole posent problème. En effet, il est difficile de savoir dans quelle mesure les pays qui sont parties à la Convention, mais qui ne sont pas encore parties au Protocole, peuvent bénéficier d'un financement afin d'encourager la ratification et l'application du Protocole. Certaines Parties peuvent être découragées d'adhérer au Protocole si les critères d'attribution des ressources financières au titre du mécanisme de financement du Protocole s'appliquent de la même manière aux Parties au Protocole et aux Parties à la Convention qui ne sont pas encore parties au Protocole, alors que ces dernières ne sont pas liées par les exigences du Protocole.

64. Cependant, les Parties qui ont l'intention de ratifier le Protocole de Nagoya peuvent avoir besoin d'un soutien financier afin de prendre les mesures appropriées en vue d'une ratification. Pour tenir pleinement compte de ces situations, le Comité intergouvernemental souhaitera peut-être proposer à la CdP-RdP l'ajout de quelques dispositions supplémentaires dans les critères d'attribution des ressources financières applicables dans le cadre du mécanisme de financement du Protocole, qui encourageront les Parties à la Convention à devenir parties au Protocole.

65. Par exemple, en vertu du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, la CdP-RdP a recommandé à la Conférence des Parties d'inclure une disposition transitoire dans les conditions d'attribution, ce que la Conférence des Parties a approuvé, et selon laquelle :

« Tous les pays en développement [...] ainsi que les pays à économie en transition [...] qui sont qui sont des Parties à la Convention et prennent l'engagement politique sans réserve d'adhérer au Protocole, pourront eux aussi bénéficier d'un financement du Fonds pour l'environnement mondial en vue de l'élaboration de cadres nationaux pour la prévention des risques biotechnologiques et de la création de centres d'échange nationaux et autres moyens institutionnels nécessaires pour permettre à une non-Partie de devenir une Partie. La preuve de cet engagement politique revêtira la forme d'une assurance écrite au Secrétaire exécutif que le pays a l'intention d'adhérer au Protocole une fois terminées les activités à financer ».<sup>20</sup>

66. Ainsi, le Comité intergouvernemental souhaitera peut-être proposer à la CdP-RdP d'ajouter une disposition semblable dans les critères d'attribution des ressources financières. Par exemple, un

<sup>18</sup> Voir décision I/2, annexe I, de la Conférence des Parties.

<sup>19</sup> Voir décision X/24 de la Conférence des Parties.

<sup>20</sup> Voir décisions VII/20 et X/24 de la Conférence des Parties.

engagement politique clair en faveur de l'adhésion au Protocole pourrait être nécessaire afin de pouvoir percevoir des fonds du mécanisme de financement.

## 2. Questions à examiner par la Conférence des Parties à sa onzième réunion

*Orientations sur les priorités de programme à insérer dans le cadre quadriennal relatif aux priorités de programme pour la période 2014-2018 (FEM-6)*

69. Conformément à la décision X/24, la Conférence des Parties doit, à sa onzième réunion, adopter un cadre quadriennal relatif aux priorités de programme, et le communiquer au FEM, en vue de son examen lors de la sixième reconstitution des ressources du Fonds d'affectation spéciale du FEM, concernant l'utilisation des ressources du FEM consacrées à la diversité biologique pour la période 2014-2018. Ce cadre quadriennal devra comprendre, parmi ses priorités, des mécanismes d'appui aux activités concernant l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages, et plus particulièrement, des mécanismes de soutien à la mise en œuvre du Protocole de Nagoya.

70. Dans ce contexte et compte tenu des informations fournies dans les paragraphes 59 à 61 ci-dessus, le Comité intergouvernemental souhaitera peut-être faire des recommandations pour la onzième réunion de la Conférence des Parties, sur les priorités de programme pour le sixième cycle de reconstitution des ressources du FEM concernant le soutien financier nécessaire à l'application du Protocole de Nagoya.

71. Afin d'établir de telles orientations, le Comité intergouvernemental souhaitera peut-être envisager la définition d'un sous-ensemble des priorités de programme présentées au paragraphe 61 et recommander que le mécanisme de financement accorde la priorité, pendant la période de reconstitution des ressources du FEM 2014-2018, aux projets de financements qui contribueront à :

a) Renforcer la capacité des Parties à développer, mettre en place et appliquer des mesures législatives, administratives ou gouvernementales sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages, notamment :

- i) L'identification des acteurs pertinents et des compétences juridiques et institutionnelles existantes en vue de l'application du Protocole de Nagoya ; ;
- ii) L'inventaire des mesures nationales pertinentes pour l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages, compte tenu des obligations du Protocole de Nagoya ;
- iii) La création ou la modification de mesures législatives, administratives ou gouvernementales sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages, en vue d'appliquer les obligations qui en découlent en vertu du Protocole de Nagoya, en tant qu'utilisateurs et fournisseurs de ressources génétiques ;
- iv) L'établissement de mécanismes pour faire face aux situations transfrontalières ;
- v) La création de mécanismes institutionnels et de systèmes administratifs pour permettre l'accès aux ressources génétiques, garantir le partage des avantages, encourager le respect des principes du consentement préalable donné en connaissance de cause et des conditions établies d'un commun accord, et contrôler l'utilisation des ressources génétiques.

b) Permettre aux Parties de participer activement au Centre d'échange sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages et d'utiliser les meilleurs outils de communication et systèmes Internet disponibles pour la réalisation d'activités concernant l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages.

c) Aider les pays à sensibiliser les populations sur l'importance des ressources génétiques et des savoirs traditionnels associés, et sur les questions concernant l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages, notamment grâce à l'élaboration de stratégies nationales de sensibilisation.

d) Soutenir l'application du cadre stratégique pour le renforcement des capacités et le développement afin d'appuyer la mise en œuvre du Protocole.

#### *Examen du Fonds de mise en œuvre du Protocole de Nagoya*

72. Comme indiqué dans le paragraphe 48 ci-dessus, les opérations, missions et rôles du Fonds de mise en œuvre feront l'objet d'un examen par le Conseil dudit Fonds avant la fin de FEM-5, en prenant en considération les conclusions des débats du Comité intergouvernemental sur le Protocole de Nagoya et des autres réunions pertinentes de la Convention sur la diversité biologique et du Protocole de Nagoya. Le Fonds de mise en œuvre sera clôturé à la fin de FEM-5, à moins que la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique n'en décide autrement.<sup>21</sup> Le Comité intergouvernemental souhaitera peut-être adresser des recommandations à la Conférence des Parties, à sa onzième réunion, afin de fournir des orientations, selon ce qui convient, sur le Fonds de mise en œuvre.

73. La création du Fonds de mise en œuvre du Protocole de Nagoya est un fait marquant qui est susceptible de faciliter l'entrée en vigueur et l'application du Protocole de Nagoya dans les meilleurs délais. Le Comité intergouvernemental souhaitera peut-être prendre note de cet événement et recommander que la Conférence des Parties salue l'instauration dudit Fonds.

74. A la lumière des informations fournies dans la sous-section B ci-dessus, le Comité intergouvernemental souhaitera peut-être appuyer les projets qui facilitent l'entrée en vigueur du Protocole de Nagoya dans les meilleurs délais et qui créent les conditions propices à son application aux niveaux national et régional, conformément à l'objectif premier du Fonds de mise en œuvre.<sup>22</sup> Enfin, le Comité souhaitera peut-être recommander que la Conférence des Parties demande le prolongement du Fonds de mise en œuvre au-delà de FEM-5 et invite les donateurs potentiels à apporter leurs contributions à ce fonds, en vue de poursuivre l'appui à la mise en œuvre du Protocole de Nagoya.

## **IV. RECOMMANDATIONS**

75. Le Comité intergouvernemental a été créé afin de préparer l'entrée en vigueur du Protocole de Nagoya et la première réunion de la CdP-RdP. S'agissant du mécanisme de financement, comme expliqué ci-dessus, la CdP-RdP adresse à la Conférence des Parties des recommandations sur les instructions applicables au mécanisme de financement, conformément à l'article 25 du Protocole et au mémorandum d'accord existant entre la Conférence des Parties et le Conseil du FEM. La Conférence des Parties fait suivre ces orientations au FEM. Cependant, si le Protocole de Nagoya n'entrait pas en vigueur avant la onzième réunion de la Conférence des Parties et que la première réunion des Parties au Protocole n'avait pas lieu en même temps que la onzième réunion de la Conférence des Parties, le Comité intergouvernemental souhaiterait peut-être faire des recommandations aux participants de la onzième réunion de la Conférence des Parties, afin de veiller à ce que des orientations soient fournies en temps voulu au FEM, au sujet de certaines questions relatives au Protocole de Nagoya, telles que la sixième reconstitution des ressources du FEM et le Fonds de mise en œuvre du Protocole de Nagoya.

<sup>21</sup> Voir : [http://www.thegef.org/gef/sites/thegef.org/files/documents/C.40.11.Rev\\_.1\\_Outstanding\\_Issues\\_Nagoya\\_Protocol.pdf](http://www.thegef.org/gef/sites/thegef.org/files/documents/C.40.11.Rev_.1_Outstanding_Issues_Nagoya_Protocol.pdf)

<sup>22</sup> Ibid

76. Dans ce contexte, le Comité intergouvernemental souhaitera peut-être envisager la formulation de deux séries de recommandations, l'une destinée à la première réunion de la CdP-RdP, et l'autre à la onzième réunion de la Conférence des Parties.

**A. *Recommandations à la première réunion de la CdP-RdP***

77. Le Comité intergouvernemental est invité à examiner les projets de recommandations suivantes et de les adresser à la CdP-RdP en vue de leur examen :

*1. Dispositions opérationnelles établies entre la Convention et le Conseil du FEM en ce qui concerne le Protocole de Nagoya*

« La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya,

1. *Prends note* du mémorandum d'accord entre la Conférence des Parties et le Conseil du FEM, adopté dans la décision III/8 et *confirme* que les dispositions opérationnelles énoncées dans le mémorandum d'accord s'appliquent mutatis mutandis au Protocole ;

2. *Recommande* que la Conférence des Parties invite le Conseil du Fonds pour l'environnement mondial à soumettre, le moment venu, le chapitre de son rapport consacré à l'accès aux ressources génétiques et au partage des avantages directement à la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya, en vue de son examen ;

3. *Décide* de passer périodiquement en revue, le moment venu, l'efficacité du mécanisme de financement eu égard à l'application du Protocole de Nagoya en vue de son examen par la Conférence des Parties ;

4. *Décide* de mener, à temps pour les reconstitutions planifiées des ressources du Fonds d'affectation spéciale du FEM, une évaluation des ressources nécessaires pour aider les pays en développement parties et les Parties en transition à remplir leurs obligations découlant du Protocole de Nagoya, en vue de son examen par la Conférence des Parties lorsqu'elle déterminera le montant de la reconstitution ;

5. *Recommande* que la Conférence des Parties invite les représentants du FEM à participer aux sessions ordinaires de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya, et d'y faire des déclarations officielles, en vue de faire rapport sur la mise en œuvre des orientations destinées au FEM en ce qui concerne l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages ;

6. *Recommande* que la Conférence des Parties encourage les secrétariats de la Convention et le FEM à échanger les informations nécessaires et à mener les consultations qui s'imposent avant toute réunion du Conseil du FEM ou de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya ».

*2. Instructions applicables au mécanisme de financement*

« La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya,

*a) Politique et stratégie*

7. *Prends note* des orientations consolidées applicables au mécanisme de financement concernant la politique et la stratégie adoptées dans la décision X/24, et *invite* la

/...

Conférence des Parties à examiner et, le cas échéant, réviser les orientations relatives à la politique et à la stratégie afin de prendre en considération les faits nouveaux, comme l'adoption du Protocole de Nagoya ;

*b) Priorités de programme*

8. *Recommande* que la Conférence des Parties envisage d'incorporer les instructions suivantes concernant l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages dans ses orientations générales sur le mécanisme de financement ;

9. *Recommande* que le FEM finance des projets qui aideront à :

a) Renforcer la capacité des Parties à développer, mettre en place et appliquer des mesures législatives, administratives ou gouvernementales sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages, notamment :

- i) L'identification des acteurs pertinents et des compétences juridiques et institutionnelles existantes en vue de l'application du Protocole de Nagoya ;
- ii) L'inventaire des mesures nationales pertinentes pour l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages, compte tenu des obligations du Protocole de Nagoya ;
- iii) La création ou la modification de mesures législatives, administratives ou gouvernementales sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages, en vue d'appliquer les obligations qui en découlent en vertu du Protocole de Nagoya, en tant qu'utilisateurs et fournisseurs de ressources génétiques ;
- iv) L'établissement de mécanismes pour faire face aux situations transfrontalières ;
- v) La création de mécanismes institutionnels et de systèmes administratifs pour permettre l'accès aux ressources génétiques, garantir le partage des avantages, encourager le respect des principes du consentement préalable donné en connaissance de cause et des conditions établies d'un commun accord, et contrôler l'utilisation des ressources génétiques.

b) Renforcer la capacité des Parties à négocier des conditions arrêtées d'un commun accord afin de promouvoir la justice et l'équité dans les négociations concernant l'établissement et l'application d'accords relatifs à l'accès aux ressources génétiques et au partage des avantages.

c) Renforcer la capacité des Parties à développer des moyens de recherche endogènes afin de valoriser leurs propres ressources génétiques grâce, entre autres, au transfert de technologies, à la bioprospection et aux travaux de recherche connexes, aux études taxonomiques ciblées et au développement et à l'utilisation de méthodes d'évaluation.

d) Prendre en considération les besoins et priorités des communautés autochtones et locales et des parties prenantes concernées, plus particulièrement les projets qui :

- i) Encouragent la participation de ces acteurs dans les processus juridiques et décisionnels ;
- ii) Les aident à renforcer leurs capacités concernant les ressources génétiques et les savoirs traditionnels y relatifs en prévoyant, par exemple, des protocoles communautaires, des clauses contractuelles types et des exigences minimales pour l'établissement de conditions arrêtées d'un commun accord afin de garantir le partage juste et équitable des avantages.

e) Permettre aux Parties de participer activement au Centre d'échange sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages et d'utiliser les meilleurs outils de communication et systèmes Internet disponibles pour la réalisation d'activités concernant l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages ;

f) Aider les pays à sensibiliser les populations sur l'importance des ressources génétiques et des savoirs traditionnels associés, et sur les questions concernant l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages, notamment grâce à l'élaboration de stratégies nationales de sensibilisation ;

g) Soutenir l'application du cadre stratégique pour le renforcement des capacités et le développement afin d'appuyer la mise en œuvre du Protocole.

10. *Recommande* que les instructions susmentionnées remplacent toutes les orientations précédemment appliquées au mécanisme de financement en ce qui concerne l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages ;

c) *Critères d'admissibilité :*

11. *Prends note* des critères d'attribution des ressources financières applicables dans le cadre du mécanisme de financement, tels que définis dans les orientations consolidées adoptées dans la décision X/24.

12. *Recommande* que la Conférence des Parties adopte et insère la disposition transitoire suivante dans les critères d'attribution des ressources financières applicables dans le cadre du mécanisme de financement du Protocole :

« Tous les pays en développement [...] ainsi que les pays à économie en transition [...] qui sont des Parties à la Convention et prennent l'engagement politique sans réserve d'adhérer au Protocole, pourront eux aussi bénéficier d'un financement du Fonds pour l'environnement mondial en vue de l'élaboration de cadres nationaux pour la prévention des risques biotechnologiques et de la création de centres d'échange nationaux et autres moyens institutionnels nécessaires pour permettre à une non-Partie de devenir une Partie. La preuve de cet engagement politique revêtira la forme d'une assurance écrite au Secrétaire exécutif que le pays a l'intention d'adhérer au Protocole une fois terminées les activités à financer ».

**B. Recommandations destinées à la onzième réunion de la Conférence des Parties**

78. Le Comité intergouvernemental souhaitera peut-être recommander que la Conférence des Parties adopte, à sa onzième réunion, la décision suivante :

*« La Conférence des Parties*

*1. Priorités de programme à inclure dans le cadre quadriennal relatif aux priorités de programme pour la période 2014-2018*

1. *Invite* le Fonds pour l'environnement mondial à soutenir les activités suivantes dans le cadre du sixième cycle de reconstitution des ressources du FEM (2014-2018), entre autres :

a) Renforcer la capacité des Parties à développer, mettre en place et appliquer des mesures législatives, administratives ou gouvernementales sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages, notamment :

- i) L'identification des acteurs pertinents et des compétences juridiques et institutionnelles existantes en vue de l'application du Protocole de Nagoya ;
- ii) L'inventaire des mesures nationales pertinentes pour l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages, compte tenu des obligations du Protocole de Nagoya ;
- iii) La création ou la modification de mesures législatives, administratives ou gouvernementales sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages, en vue d'appliquer les obligations qui en découlent en vertu du Protocole de Nagoya, en tant qu'utilisateurs et fournisseurs de ressources génétiques ;
- iv) L'établissement de mécanismes pour faire face aux situations transfrontalières ;
- v) La création de mécanismes institutionnels et de systèmes administratifs pour permettre l'accès aux ressources génétiques, garantir le partage des avantages, encourager le respect des principes du consentement préalable donné en connaissance de cause et des conditions établies d'un commun accord, et contrôler l'utilisation des ressources génétiques.

b) Permettre aux Parties de participer activement au Centre d'échange sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages et d'utiliser les meilleurs outils de communication et systèmes Internet disponibles pour la réalisation d'activités concernant l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages ;

c) Aider les pays à sensibiliser les populations sur l'importance des ressources génétiques et des savoirs traditionnels associés, et sur les questions concernant l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages, notamment grâce à l'élaboration de stratégies nationales de sensibilisation ;

d) Soutenir l'application du cadre stratégique pour le renforcement des capacités et le développement afin d'appuyer la mise en œuvre du Protocole.

2. *Fonds de mise en œuvre du Protocole de Nagoya*

2. *Salue* la création du Fonds de mise en œuvre du Protocole de Nagoya et note avec satisfaction les premières contributions financières faites par le Japon, la Suisse, la Norvège et le Royaume-Uni, ainsi que l'annonce de contribution de la France ;

3. *Encourage* l'utilisation des ressources du Fonds de mise en œuvre afin de soutenir les projets qui faciliteront l'entrée en vigueur et l'application dans les meilleurs délais du Protocole de Nagoya et créeront, aux niveaux national et régional, les conditions propices à son application effective, conformément à l'objectif premier du Fonds de mise en œuvre, défini dans le document du 26 mai 2011, publié sous la cote GEF/C.40/11/Rev.1 ;

4. *Propose* le prolongement du Fonds de mise en œuvre au-delà de FEM-5 et *prie* les donateurs potentiels d'apporter leurs contributions à ce fonds, en vue de poursuivre l'appui à la mise en œuvre du Protocole de Nagoya ».

-----